

Subsides

dérable que l'agriculture a joué dans l'édification du pays, et je trouve difficile de concilier les déclarations du ministre de l'Agriculture avec les positions adoptées par le gouvernement fédéral. Le ministre a déclaré:

Nous devrions avoir au Canada une fête nationale des agriculteurs. Les Canadiens semblent faire peu de cas de l'agriculture. Tant qu'un agriculteur est efficace, productif et fait du bon travail, tout le monde semble trouver que c'est normal. Eh bien, ce n'est pas mon cas et je fais de mon mieux pour convaincre les autres.

● (2010)

La décision de ne plus financer CanFarm, l'absence de mesures pour aider les agriculteurs à faire face à la hausse rapide du coût de l'énergie, et le coût dissimulé des gains de capitaux montrent bien le manque d'initiative du gouvernement fédéral à l'égard de l'agriculture. Monsieur le président, les agriculteurs du Canada n'ont pas besoin de chercher très loin s'ils veulent savoir qui fait trop peu de cas de leur travail.

Le ministre a signalé que le lot des agriculteurs canadiens consistait à accepter une lourde responsabilité, à relever toutes sortes de défis et à travailler dur. Le gouvernement devrait récompenser ces concitoyens en les aidant à donner l'exemple aux autres Canadiens au lieu de les oublier ou de compter automatiquement sur eux parce qu'ils ont réussi à se tirer d'affaire malgré l'indifférence du gouvernement.

Nous devons nous tourner vers l'avenir, monsieur le président, et attaquer de front les problèmes qui se présentent. Le gouvernement devrait se servir de sa majorité de façon constructive pour unifier le Canada et mettre au point un ensemble réaliste de mesures énergétiques. Nous savons ce que le gouvernement a accompli jusqu'ici pour unifier le Canada et parvenir à l'autarcie énergétique.

L'agriculture a permis de donner au Canada des racines solides qui aideront à préserver notre pays. C'est grâce à leur détermination, à leur sens du partage et à leur dur travail que les agriculteurs ont pu venir à bout de toutes sortes de difficultés. Les traditions ont toujours été solidement ancrées chez eux. Les agriculteurs hésitent à adopter de nouvelles méthodes simplement parce qu'elles ont l'attrait de la nouveauté.

Le Canada est un pays vaste et varié. Les Canadiens de certaines régions reçoivent régulièrement du mauvais temps d'une autre région à cause des caprices de la nature. Les agriculteurs sont particulièrement touchés par ces phénomènes naturels. La vie continue cependant et les gens apprennent à tolérer ce qu'ils ne peuvent pas changer. Par contre, cela n'a rien d'un phénomène naturel quand c'est le gouvernement fédéral qui harcèle les agriculteurs et les autres Canadiens. Les gens peuvent exercer un certain contrôle, étant donné que le gouvernement doit leur rendre des comptes. Ottawa a lancé des éclairs et nous entendons maintenant le tonnerre.

Pour conclure, monsieur le président, je voudrais demander au ministre de l'Agriculture et à son gouvernement de ne pas oublier les agriculteurs du pays et de ne pas compter sur eux sans rien leur donner en retour. Le gouvernement doit s'inspirer des nombreuses qualités attribuées aux agriculteurs: le leadership, l'autonomie, l'unité, l'efficacité et la ténacité, autant de qualités qui permettront de régler les problèmes bien réels des Canadiens.

Au lieu de semer la discorde, le gouvernement doit favoriser l'unité. Il doit essayer de comprendre toutes les variables qui font la force d'un pays et les appliquer avec le même soin que l'agriculteur qui soigne ses récoltes. Le gouvernement doit

savoir quand la récolte est prête avant d'essayer de la transplanter dans des champs non cultivés. Tout comme l'agriculteur ne peut pas décider de récolter le jour qui lui convient le mieux, le gouvernement fédéral ne peut pas fixer de délais irréalistes qui compromettent l'avenir de notre grand pays.

J'espère seulement que le ministre de l'Agriculture et ses collègues ne perdront pas davantage de vue au cours des mois à venir le solide héritage et le leadership manifestés par le secteur agricole, ni le fait que nous avons besoin des agriculteurs pur nourrir les Canadiens et les peuples affamés du monde entier.

L'agriculture nous fournit des bases solides pour bâtir notre avenir. Les agriculteurs savent bien qu'après le battage, l'aire est pleine de fétus de paille. Les canadiens ne se laisseront pas taper dessus par un gouvernement qu'ils ne peuvent plus maîtriser. Nous ne laisserons pas notre avenir s'envoler pareil à un fétu de paille. Nos racines sont trop profondes.

M. Whelan: Monsieur le président, le député a parlé avec beaucoup d'éloquence de Canfarm, et il a raison si cela lui tient tellement à cœur. J'en conviens encore une fois à la conférence qui s'est déroulée ici à Ottawa pendant deux jours, la Conférence canadienne sur les perspectives agricoles. Au cours de cette conférence, aucun leader agricole—et ils étaient pratiquement tous là—n'a fait allusion à Canfarm. Je dis que Canfarm a du bon, comme le député, mais je dis également que nous n'avons pas rompu notre accord. La Co-op Credit Society a accepté de fournir une certaine somme et nous avons convenu d'en consentir une autre. Je conseille au député de lire et d'étudier l'entente qui nous a permis de mettre sur pied le programme du Service canadien de gestion des exportations agricoles, le Canfarm. Je serais vraiment surpris qu'il ne change pas d'avis car les sociétés de crédit, les coopératives et les caisses d'épargne et de crédit qui ont prêté cet argent ont déclaré que les recettes n'étant pas suffisantes, elles avaient décidé de couper les vivres. Nous n'avons pas dit que nous en ferions autant. Nous avons demandé qu'on nous présente de nouvelles prévisions. M. Peter Hannam et certains de ses collègues de Canfarm se sont exécutés. Ainsi—je l'ai dit plus tôt et je le répète—sur 350,000 agriculteurs du Canada, seulement 5,000 appartiennent à Canfarm. Les dirigeants des groupes de producteurs organisés, les coopératives, les gros organismes comme les United Co-operatives of Ontario, les Maritime Co-operative Services, le Syndicat du blé de la Saskatchewan, le Syndicat du blé du Manitoba, le Syndicat du blé de l'Alberta, le C.F.A. et l'OFA, qu'ont-ils fait? La seule association à montrer qu'elle veut vraiment aider Canfarm est l'Union des producteurs agricoles du Québec, qui nous prie de conserver ce service car elle souhaiterait l'acheter et ainsi ajouter 10,000 nouveaux membres à l'organisation. L'Ontario Federation of Agriculture compte 24,000 membres et même avec seulement 50 p. 100 de ce que contribuerait l'UPA, elle aurait l'une des organisations à connaître le plus de succès.

Je n'ai pas les mêmes responsabilités que les dirigeants des groupes de producteurs organisés. En effet, ils ont le devoir de veiller de près au plus grand intérêt de leurs producteurs. Il en coûtera au gouvernement fédéral plus de cinq millions de dollars pour permettre à cette association de démarrer et, comme je l'ai dit plus tôt, il nous faudra participer à part entière. Même quand le moment sera venu de retirer progressivement ce service, il nous en aura coûté presque l'entière